

SAN GIORGIO Les réactions continuent à fuser au sujet du consultant externe du DFS. Oskar Freysinger dans le viseur.

Demandes d'excuses et de démission

GILLES BERREAU

Le départ de San Giorgio n'aura pas suffi à calmer les esprits. Les réactions ont continué de tomber tous azimuts ce week-end.

Le survivaliste avait été engagé momentanément comme consultant externe par le Département cantonal de la formation et de la sécurité (DFS) pour faire partie d'un groupe de travail chargé de dresser un inventaire des risques auxquels le Valais doit se préparer.

La présidente du PS veut la tête de Freysinger

Alors que le conseiller national PDC Roberto Schmid, candidat au Conseil d'Etat valaisan, parle de «comportement inapproprié de notre ministre de l'éducation», la députée suppléante Barbara Lanthemann a réagi sur Facebook en estimant que «l'heure est venue de demander la démission d'Oskar Freysinger». Selon celle qui a été fraîchement élue présidente du Parti socialiste du Valais romand, «le mensonge et l'hypocrisie ne sont pas accepta-

bles à ce niveau-là. Prétendre qu'il ne savait pas, rejeter la responsabilité sur ses collaborateurs, jouer les victimes, tout cela est inadmissible.»

Oskar Freysinger ne s'excusera pas. «Si cet incident mérite ma démission, qu'en est-il du scandale de la perte du fœtus à l'hôpital de Sion et le fait que la justice ait été informée tardivement et que des documents disparaissent mystérieusement?»

Forum Handicap: «Des excuses»

Autre réaction, celle de l'association Forum Handicap Valais (FH-VS) qui, lors de son assemblée générale tenue à Sierre samedi, s'est dite choquée par les récents événements en lien avec l'engagement du survivaliste Piero San Giorgio.

FH-VS «condamne ses propos inacceptables à l'endroit des personnes en situation de handicap et attend du conseiller d'Etat Oskar Freysinger qu'il présente ses excuses pour ces attaques proférées par un membre de son groupe de travail et qui portent atteinte à la dignité des personnes handicapées.»

Le chef du DFS botte en touche. Selon lui, «c'est à l'auteur de ces propos qu'il faut s'adresser. Des propos que je ne cautionne ni ne partage, bien évidemment pas et qui ont été publiés sur le web bien avant que nous ayons fait appel à lui.»

Jeunes politiciens au créneau

Enfin, des jeunesses de partis du Valais, de droite comme de gauche, sont montées au créneau en publiant un communiqué commun. Les jeunesses socialistes, du Centre Gauche-PCS, vertes, mais aussi libérales-radicales et démocrates-chrétiennes disent «ne pas pouvoir imaginer qu'un conseiller d'Etat ait nommé cet expert externe sans être au courant de ses positions publiques».

Parlant de «type de méthodes intolérables, indignes d'un conseiller d'Etat», ces jeunesses exigent «plus de considération dans le choix des collaborateurs du départ-



tement». Les signataires condamnent «un exemple désastreux donné à la jeunesse sur la conduite de nos institutions».

Sans exiger sa démission, ils demandent à Oskar Frey-

singer «de cesser tout rapprochement ambigu entre le Département de la formation et de la sécurité et des individus prônant le rejet de quelque minorité que ce soit». Là encore, Oskar Freysinger ne se démonte pas et rappelle: «Piero San Giorgio n'a pas été engagé comme collaborateur du DFS. Il a été consultant externe lors de deux séances d'un groupe de travail. Depuis mon entrée au département, j'ai nommé des centaines de personnes. J'ai eu un seul problème, avec le chef du Service de l'enseignement. Son départ a été négocié en vingt-huit heures, sans que cela ne coûte un centime à l'Etat.»

Oskar Freysinger souligne que les propos de Piero San Giorgio n'étaient pas connus lorsque le canton a fait appel à lui. SACHA BITTEL

PUBLICIT